

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

La réflexion de Maganga Moussavou sur l'éthique du pouvoir

Charly NYAMANGOY-BOTOUNOU
Libreville/Gabon

À la faveur de sa traditionnelle rencontre avec les médias, intitulée "forum de la presse", le leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, pour cette deuxième sortie, a orienté son intervention sur l'éthique du pouvoir ou l'art de gouverner, à travers un essai. Une réflexion qu'il a tirée

du thème central "l'éthique" retenu pour cette sortie. Pendant sa communication, le social-démocrate en chef a précisé que "l'éthique du pouvoir conduit à bien cerner l'institution qu'est le président de la République, clé de voûte de toutes les institutions, qui rend compte de sa gestion devant le peuple tous les 7 ans et qui s'accorde les moyens de réaliser et de tenir ses engagements". Ce qu'il a soutenu en mettant

en exergue un régime présidentiel dont "le premier choix est de gouverner avec la Représentation nationale, ainsi le gouvernement serait formé proportionnellement au nombre de députés engrangés par chaque parti. Le deuxième choix est celui de la formation d'un gouvernement pris hors de la Représentation nationale, dont les membres qui le composent sont soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale...". Et l'orateur d'indiquer que ceci a pour avantage "de bien gouverner le Gabon, un pays à faible population et de veiller à la cohésion sociale, sans laquelle toute action est vaine". En plus de la communication du président du PSD, cette deuxième sortie du "Forum de la presse", a été également marquée par deux



Pierre Claver Maganga Moussavou lors de son exposé à l'occasion de la deuxième sortie du forum avec la presse.

autres communications. Notamment celle de Léa Ozoumet, écrivaine et actrice de la société civile qui a parlé de l'éthique

chez les femmes, et celle de Steven Kiemy, président de l'Union des jeunes sociaux-démocrates, axée sur l'éthique de la jeunesse.

Entre nous soit dit

Trop tard, le Gabon est au-delà de la conjuration !

ET voilà une action bien ambiguë tout autant qu'improbable. Le déferlement des supposés secrets d'État mis à la disposition du premier venu. Effarés et circonspects, nous le sommes. Comment comprendre que les investigations et les enquêtes menées par les fins limiers des officines de renseignements se trouvent déversées avec un luxe de détails à la portée du tout béotien ? Il y a là quelque chose de surprenant et d'implicitement équivoque. Et si nous vous disions Lee James Taylor White. Dès cet instant, les choses se précisent. Il va de soi que vous vous demanderiez mais pourquoi ? Allons au plus simple et rajoutons à ce patronyme tout britannique le terme si redouté de Commonwealth. Alors, nous avons l'explication logique de cette avalanche de charges inquisitrices à l'endroit du ministre des Eaux et Forêts, de l'Environnement et de la Mer, chargé du Plan d'affectation des terres. Une fois annoncée la volonté du Gabon de se rapprocher du Commonwealth en toute souveraineté et indépendance, dans l'Hexagone cela a été pris pour une impardonnable trahison de l'arrogante et perfide Albion. Et ce Lee White est désormais considéré comme une résurrection du terrifiant Amiral Nelson. Dès lors, il devenait urgent d'anticiper et de se prémunir d'un nouveau coup de Trafalgar. Aussi, seront appelés à la rescousse toutes les légions d'agents dormants ainsi que tous les dévots à la francité, pour faire barrage à ce projet de ralliement au Commonwealth. Il est recommandé et mieux exigé qu'aucune retenue ne soit marquée, et encore moins qu'aucune outrecuidance ne soit épargnée à l'endroit de ce militant du Parti démocratique gabonais (PDG) pourtant membre du Conseil national. Il est impératif de souiller, de spolier et de salir sa réputation par tous les voies et moyens nécessaires. Une cabale ignominieuse est orchestrée. Laquelle est faite d'affabulations, de scabreuses révélations toutes aussi fictionnelles qu'infondées.

Soyons un tant soit peu rationnels. Au moment où le monde entier ploie sous la dictature de la Covid-19, la France, au milieu du gué, renonce à la recherche d'un vaccin. Là, Pasteur et autres se retournent dans leurs tombes. Quand pendant des décennies la même France, au Gabon pour notre gaz, a préféré le torchage à la production, qui fait la force de Vladimir le Tsar de Russie, qu'on ne vienne pas nous faire croire que nous deviendrons un grand pôle industriel avec Moulinex. Pour l'avenir du Gabon et sa prospérité, le choix lucide de la diversification de nos partenariats est un gage certain. Alors Bassé !

Teddy OSSEY*

Albert Ondo Ossa : "La situation du Gabon et les perspectives d'avenir"

ENA
Libreville/Gabon

TROIS axes principaux, "tirer les leçons du passé", "rester concentré sur l'essentiel : le redressement du pays" et "se disposer à juger sans complaisance" ont constitué la trame de la conférence de presse que le Pr Albert Ondo-Ossa a animée hier dans un hôtel de Libreville.

"Tirer les leçons du passé" fait référence à la dernière initiative politique "le dialogue" dont il est question au sein de certains partis politiques. Pour l'économiste et ancien membre du gouvernement, de tels engagements ont souvent eu lieu au Gabon sans que cela aille plus loin. Depuis "La paix des braves" de Me Pierre-Louis Agondjo, "aux Accords d'Angondjè" de

2017 en passant par "les Accords de Paris", ces manifestations de bonne foi n'ont pas permis au Gabon de se projeter démocratiquement. En témoigne le fait qu'aucune élection présidentielle, entre autres, n'a permis de revitaliser la vie politique à travers l'alternance au pouvoir. "Rester concentré sur l'essentiel : le redressement du pays" appelle dès à présent à corriger les déviations de notre État et le positionnement majoritaire dans toutes les institutions de la République d'une catégorie de Gabonais. Sur ce point, il devait estimer que "le Gabon a besoin d'équité et de sérénité pour se développer. Ce sont de telles corrections qu'on attend du pouvoir".

Abordant le volet consacré à la transition politique, "elle ne saurait être autre chose que ce



Le Pr Albert Ondo Ossa lors de sa conférence de presse.

que notre pays et nos populations en attendent, à savoir un cadre pertinent en vue, tout au moins de l'élaboration des textes impersonnels pour des élections transparentes et crédibles, ce qui suppose un découpage électoral et administratif préalable, traitant l'ensemble des Gabonais de la même manière".